Circulaire n° 73-181 du 27 mars 1973

(Etablissements d'enseignement élémentaire et secondaire :
division de la Vie scolaire)

aux Recteurs

Objet : L'information des chefs d'établissement et du personnel enseignant sur la conduite à tenir en matière de toxicomanie.

Certains recteurs, devant les difficultés rencontrées dans le domaine de la toxicomanie par les chefs d'établissement et les membres du personnel enseignant, ont pris l'initiative de diffuser un document qui propose une conduite à tenir.

Des informations sur la drogue doivent-elles être communiquées aux adolescents, quel doit être le mode de transmission de ces informations, comment vérifier la réalité de cas douteux de toxicomanie et comment déclencher l'action que nécessitent les cas patents, telles sont les principales questions auxquelles les documents élaborés se sont attachés à répondre.

Cette initiative me paraît excellente et je vous invite, au cas où vous ne l'auriez déjà fait, à mettre au point un tel document et à l'adresser aux chefs d'établissement.

Le but n'est pas d'apporter des informations sur les produits toxiques ou leurs effets, de nombreuses publications, facilement accessibles, ayant déjà traité cet aspect de la question. Il convient plutôt de donner, de façon simple et claire, des conseils sur la manière d'agir en face des cas qui peuvent se présenter.

Dans le domaine préventif, certaines recommandations sont souhaitables :

- éviter de provoquer une psychose de la « drogue » ;
- répondre aux demandes d'informations des adolescents de manière objective en soulignant les dangers de la « drogue », mais aussi en détruisant les mythes qui y sont liés (plaisir, affranchissement, création) ;
- éviter de créer le mythe de la « répression ». Le fait, par exemple, d'exclure de l'établissement un élève convaincu d'user de la drogue, peut entraîner des conséquences graves pour l'adolescent en cause, sans bénéfice appréciable pour l'établissement. Cette éviction risque en outre de compromettre le dialogue qui doit s'établir entre les élèves et les professeurs ou les conseillers ;
- favoriser l'accueil et la réinsertion du malade traité.

Dans le domaine thérapeutique, le premier devoir, le document doit le souligner, est d'amener le toxicomane à se soigner. Il convient également d'indiquer de façon très précise, avec mention de l'adresse et du numéro de téléphone, les organismes auxquels il peut être fait appel dans le cadre de l'académie :

- la direction départementale de l'action sanitaire et sociale et plus particulièrement le médecin chargé de la santé scolaire, pour tout conseil d'ordre administratif et social ;
- les établissements spécialisés dans les cures de désintoxication ;
- les médecins agréés pour ces cures ;
- la formation hospitalière à laquelle peuvent être envoyés le cas d'urgence.

Il est opportun de rappeler les dispositions de la loi du 31 décembre 1970 (J.O. du 3 janvier 1971) qui précisent les cas où, un trafic existant, police et parquet doivent être avisés.

Il est également souhaitable de faire référence à la brochure éditée par le Comité interministériel pour l'information (« Drogue : ce que les parents doivent savoir »), qui a été diffusée dans tous les établissements au début de la présente année scolaire.

Pour une action pleinement efficace, il est nécessaire que vous-même et les inspecteurs d'académie participiez personnellement ou par l'intermédiaire de représentants que vous aurez désignés aux activités des comités régionaux et départementaux de lutte contre les toxicomanies.

Enfin, il faut que les chefs d'établissement portent immédiatement à votre connaissance tous les cas d'usage de drogue et, éventuellement, de trafic qu'ils pourraient découvrir, et que ces faits soient, par vos soins, signalés au ministère sous le timbre de la direction chargée des Etablissements d'enseignement élémentaire et secondaire.

J'attacherais du prix à être informé des observations que cette note appelle de votre part et souhaiterais que me soient communiqués les documents que vous avez déjà pu être amenés à élaborer ou ceux dont la présente note vous aura suggéré la diffusion.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du Cabinet,

Bernard COUZIER